

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

BOTSWANA-POLITIQUE-ÉLECTIONS

Le Botswana se rend aux urnes mercredi sur fond de vives tensions entre l'ancien président Ian Khama et son successeur Mokgweetsi Masisi, issu du même parti, le BDP, au pouvoir depuis l'indépendance en 1966. Réputé pour sa stabilité politique, le Botswana qui organise des élections générales demain, est considéré comme l'un des pays les plus prospères d'Afrique grâce à ses mines de diamants. Mais il est touché par la crise économique et le chômage.

NIGER-NIGERIA-COMMERCE-DIPLOMATIE

"Rien ne rentre au Nigeria et rien n'en sort : c'est hermétiquement fermé depuis le 20 août", lance Amadou Idi, un transitaire au "chômage technique" de Dan Issa, dernier poste de contrôle du Niger avant la frontière.

CHILI-MANIFESTATION-TRANSPORT-SOCIAL

Considéré comme un modèle de stabilité politique et économique en Amérique latine, le Chili souffre pourtant de graves fractures sociales, nourrissant, depuis des années, un mécontentement social qui a fini par exploser, mais que de nombreux analystes avaient prédit.

CANADA-ÉLECTIONS-POLITIQUE

Un deuxième mandat pour Justin Trudeau usé par quatre ans au pouvoir, ou un changement de cap avec le jeune conservateur Andrew Scheer ? Les Canadiens sont allés au vote lundi pour choisir qui formera le prochain gouvernement, lors de législatives à l'issue imprévisible.

BOLIVIE-ÉLECTIONS-POLITIQUE

La polémique enflait dans la nuit de dimanche à lundi en Bolivie, où l'opposition et les observateurs internationaux reprochaient aux autorités électorales leur lenteur, au moment où le président sortant Evo Morales semblait se diriger vers un second tour inédit.

LIBAN-GOUVERNEMENT-MANIFESTATION-POLITIQUE-SOCIAL-BUDGET

La population libanaise réclame, dans un mouvement de colère généralisé, le remplacement complet d'une classe politique restée quasi inchangée depuis la guerre civile (1975-1990). Les principaux acteurs qui se partagent aujourd'hui encore le pouvoir.

Maroc : le royaume à l'aube d'une nouvelle ère

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Récemment, le roi Mohammed VI du Maroc a nommé une équipe gouvernementale qui fera date. Il a l'ambition, selon les autorités marocaines, de concilier l'approche politique et la recherche de profils ayant une maîtrise de leur domaine de compétence. Autrement dit, composé d'une majorité de parlementaires, ce gouvernement s'est également ouvert aux personnalités de la société civile.

Ainsi, il se veut clairement un gouvernement opérationnel. Ce d'autant plus que, à en croire Rabat, il est conçu pour délivrer des résultats, et répondre aux attentes du roi Mohammed VI et du peuple marocain, sans tenir compte des calculs politiques et de convenances. C'est dans cette optique qu'il constitue le gouvernement le plus resserré de l'histoire du royaume chérifien: 24 membres dont le chef du gouvernement, ainsi que quatre femmes. Contraste si saisissant que le cabinet formé en 2017 par M. El Othmani comptait 39 ministres et 12 secrétaires d'État. La moitié de l'actuelle équipe, une douzaine, devrait donc apporter une certaine fraîcheur du fait du noviciat de ces acteurs dans la gestion de l'action publique à ce niveau de responsabilité. Tandis que l'autre moitié, composée des ministres qui étaient déjà là, est attendue en termes d'efficacité, de rendement ou de repliement dans les secteurs novateurs. En ce sens, ces derniers sont organisés sur une logique de grand pôle dont le but est de rechercher plus de cohérence, d'homogénéité et de visibilité pour hisser l'action gouvernementale à des niveaux supérieurs.

D'ailleurs, le roi a présidé, dans la foulée de cette nomination, le premier conseil des ministres du gouvernement Othmani II. Conseil consacré aux grandes orientations de la Loi des Finances pour 2020, axées sur la réforme de l'éducation pour renforcer l'égalité des chances, la protection sociale



Photo officielle du gouvernement marocain et le roi Mohammed VI.

et la régionalisation pour réduire les disparités territoriales. Une volonté manifeste de booster la gouvernance réaffirmée par Sa majesté le roi, à l'occasion de l'ouverture de la 1ère session de la 4e année de la 10e législature.

Pour lui, cette législature devrait être marquée du sceau de "la responsabilité et du sérieux". Appelant toutes les forces vives à s'impliquer pour la réussite de cette phase importante de l'histoire du pays. Toute chose

devant se faire en transcendant "les querelles futiles". Il a mis en garde qu'"aucune dérobade n'est possible dans le cadre d'une stricte application du principe de reddition des comptes".

Un rôle plus important sur le continent en projection

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

La nouvelle dynamique impulsée par le roi du Maroc lobéit sans nul doute à sa double volonté de voir son pays booster les réformes enclenchées depuis lors, mais également de lui permettre de jouer un rôle plus important sur l'échiquier africain, notamment dans les pays subsahariens. Le Maroc, qui a des relations privilégiées avec certains des États de cette partie du continent dont le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, est depuis son retour au sein de l'Union africaine, en 2017, dans une offensive diplomatique qui devrait lui permettre d'être un acteur important du champ.

Ainsi l'Afrique a toujours constitué une priorité pour le Maroc. Un engagement personnel de Mohammed VI qui, dès son avènement au trône, avait donné un nouveau souffle à la politique de



Le roi Mohammed VI entend impulser une nouvelle dynamique, notamment dans les relations que le Maroc entretient avec les États de l'Afrique subsaharienne.

son royaume. Dès le début des années 2000, au moment où il initiait les premiers chantiers du nouveau règne, le souverain alignait également les ambitions d'émergence du Maroc avec ceux de développement du Continent. De ce fait, dans la vision royale, l'Afrique ne devrait pas être considérée comme un vaste marché aux potentialités promet-

teuses. Mais il est plutôt question que les richesses de l'Afrique profitent à l'Afrique. "Nous devons œuvrer afin que notre terre, après avoir subi des décennies de pillages, entre dans une ère de prospérité", avait plaidé Mohammed VI à Addis Abeba, en Éthiopie, en 2017, lors du sommet de l'Union africaine (UA).

Photo: DR

Photo: DR